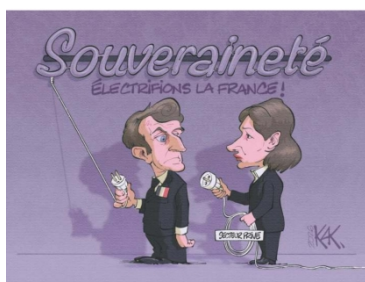


FAUTE DE MOYENS BUDGÉTAIRES, LE PRÉSIDENT S'EST MIS EN SCÈNE COMME FÉDÉRATEUR ET CATALYSEUR D'INITIATIVES DES ENTREPRISES POUR ACCÉLÉRER L'ÉLECTRIFICATION DU PAYS. COUP DE COM' OU ÉMULATION ?

Electrification Macron s'en remet au privé

Grand ordonnateur Une centaine d'entreprises, de fédérations professionnelles et d'opérateurs publics ont signé mardi à l'Elysée des « pactes de filières » symbolisant leur ambition commune dans l'électrification et ont annoncé des offres commerciales (électricité, véhicules électriques, pompes à chaleur...) et des investissements (bornes de recharge, usines, raccordements...). Les annonces se poursuivront ces prochains jours dans le cadre du sommet Choose France.



Encore un coup de com' de Macron ! En traversant mardi matin la cour de l'Elysée où trônaient pelle mécanique, appareil agricole, tracteur, borne de recharge et voiture, le tout électrique et « made in France », les invités du grand raout du chef de l'Etat sur l'électrification ont tout de suite vu ses grosses ficelles. Mais finalement, en quittant les lieux à 12 h 30, même les sceptiques étaient plus enthousiastes qu'en arrivant.

De fait, jamais tous les acteurs de l'électrification, du plombier-chauffagiste au grand énergéticien, n'avaient été ainsi réunis par le président de la République, entouré de dix membres du gouvernement et de son Premier ministre. 37 organisations professionnelles et 87 entreprises de six grands secteurs étaient présentes : les énergéticiens et gestionnaires de réseaux (EDF, Engie, RTE, Enedis...), les équipe-

mentiers industriels et électriques (Schneider Electric, Legrand, Siemens, ABB, Nexans...), les fabricants de pompes à chaleur (Aldes, Airwell, Arkteos, Atlantic, Panasonic, Saunier Duval...), les intégrateurs et entreprises de génie électrique (Eiffage, Equans, SPIE...), les constructeurs de véhicules et spécialistes de bornes de recharge (Stellantis, Electra, DBT, Volvo...), les opérateurs de centres de données (Data4, Equinix, Eclairion...), les industries lourdes (Vercor, Vicat, Verallia, Alteo Gardanne...), les fabricants de machines agricoles et de travaux publics (Manitou, Mecalac, Sabu Agri...), et les banques (BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Mutuel...).

Le chef de l'Etat leur a rendu hommage. Faute de moyens budgétaires, aux entreprises la charge de « rendre le passage à l'électrique naturel et désirable ». « Le plan d'électrification embarque six mille entreprises et va créer KAK ou pérenniser plus de six cent mille emplois. C'est vous qui portez les solutions. Ce sont les Français qui choisiront », a-t-il déclaré au parterre de patrons.

Une vingtaine d'acteurs, venus avec des annonces, ont eu

l'honneur d'être cités nommément : RTE et Enedis, pour leurs efforts de raccordement rapide au réseau ; EDF, comme l'acteur de premier plan pour des offres de prix compétitives aux particuliers et aux entreprises ; TotalEnergies, pour ses propres offres ; Engie, pour ses offres et ses investissements dans des bornes de recharge ; Octopus Energy, pour ses offres et l'annonce d'une nouvelle usine en France ; Stellantis, pour le leasing électrique et un investissement d'un milliard d'euros à Mulhouse ; Renault, pour le leasing électrique et la production de poids lourds électriques ; Géodis, pour l'électrification du fret ; Electra, pour un investissement de 300 millions d'euros dans les bornes de recharge ; E.Leclerc, pour son engagement à déployer 10 000 bornes de recharge ; Mecalac, pour la production de chargeuses électriques à Annecy ; Effy, pour ses solutions d'accompagnement ; les start-up Gravity et Fertiggy, dans l'acier et les engrais décarbonnés, et enfin Schneider, pour ses transformateurs sans gaz fluoré.

« Ce sommet est l'illustration du fait qu'il ne faut pas tout attendre de l'Etat », commente un porte-

parole de l'Union française de l'électricité (UFE). Par rapport au plan Messmer des années 1970, « l'Etat n'est plus planificateur, il est fédérateur », analyse Clément Le Roy, associé en charge de l'énergie du cabinet Wavestone. Et c'est très bien comme ça ?

« L'Etat est un facilitateur. Il a fait son travail en fixant le cap, et c'est le privé qui va réaliser les projets », approuve Michel Gioria, président du Serce, la filière des intégrateurs électriciens, qui promet de recruter « a minima 12 000 salariés et 3 000 apprentis par an » si les trajectoires d'électrification prévues sont tenues.

Chez EDF, la filiale IZI a constaté, « avec le contexte géopolitique et le prix du gaz, une croissance de plus de 150 % des demandes de clients pour les pompes à chaleur en avril 2026 par rapport à un an auparavant », remarque Lionel Zé-cri, directeur du marché des clients particuliers.

Conditions. Mais la communication a ses limites. Peu d'argent frais a été mis sur la table. Les « pactes de filières » signés mardi « sont assez creux et montrent une forme d'affaiblissement du rôle de l'Etat, les annonces d'EDF sont en réalité petites », commente un spécialiste du sujet, présent mardi à l'Elysée. « Il y a un côté Choose France où l'on cherche à annoncer des euros sonnants et trébuchants en mélangeant les choux et les carottes », abonde un participant.

L'investissement d'Octopus Energy dans une nouvelle usine ? Conditionné à la « matérialisation des volumes » de la demande de pompes à chaleur. Les

offres commerciales des énergéticiens sur les heures creuses ? Elles ne sont pas toutes neuves – Engie a par exemple lancé son offre « happy heures vertes » dès l'année dernière – et pour cause, cela prend des mois de les mettre en place pour en assurer la rentabilité. « Evidemment, il nous faut un retour sur investissement sur ce qu'on construit, y compris nos offres commerciales », commente Guillaume Gillet, directeur des affaires publiques d'Engie.

Pour Emmanuel Macron, l'enjeu était aussi d'inscrire à son bilan l'électrification des usages, dans la filiation de son discours de Belfort en 2022 auquel il a fait référence trois fois. « Depuis 2017, l'électrification a été un fil rouge de la politique économique et industrielle de la France », se targue le service presse de l'Elysée.

Ces dernières semaines, le sujet était plutôt porté par Sébastien Lecornu et ses ministres. « On a l'impression d'un sommet monté à la hâte pour permettre à l'Elysée de reprendre la main sur un sujet sur lequel beaucoup de membres du gouvernement tirent la couverture à eux », remarque Clément Le Roy. Le gouvernement va d'ailleurs tirer le fil de la pelote en enchaînant avec le « vrai » sommet Choose France le 1^{er} juin.

« Est-ce le rôle de l'Etat d'être le service communication des grandes entreprises ou de leur donner les moyens d'agir ? » critique le député LR Antoine Vermorel, qui cosigne avec 101 parlementaires de son groupe une tribune dans *Le Monde* estimant qu'Emmanuel Macron « découvre aujourd'hui

l'électrification [après avoir été] antinucléaire cinq ans ».

« Les entreprises ont besoin de compétitivité fiscale sur la scène internationale, plutôt que de petits foudres à l'Elysée », poursuit Antoine Vermorel. « C'est très bien qu'elles s'engagent à faire treize millions d'euros par-ci, deux millions par-là, mais les enjeux de décarbonation se chiffrent en milliards d'euros, et c'est le rôle de l'Etat stratège de le faire ». Le groupe LR défend une baisse de la fiscalité sur l'électricité, financée par des économies.



Des pylônes électriques, en France. L'activité sur le réseau est amenée à croître avec le plan d'électrification.

C'était le « vrai absent ce mardi : la discussion sur le calcul du prix de l'électricité et la fiscalité », approuve le spécialiste de l'énergie cité plus haut. L'Elysée « se contente de dire que l'électricité est moins chère qu'en Allemagne et qu'en Italie, et de proposer de la visibilité sur quelques années aux industriels. Mais est-ce suffisant pour les convaincre de s'électrifier ? La fiscalité reste plus favorable au gaz ». Le gouvernement de Sébastien Lecornu y travaille, mais pour le budget 2027. Les entreprises de l'électricité le réclament depuis des années. ■

par Jade Grandin De L'eprevier

@JadeGrandin X

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ *La communication a ses limites. Peu d'argent frais a été mis sur la table. Les « pactes de filières » signés mardi « sont assez creux et montrent une forme d'affaiblissement du rôle de l'Etat », commente un spécialiste*

